

Note de conjoncture

Troisième trimestre 2023

Numéro 96

DÉVELOPPER LA CONFIANCE,
GARANTIR L'AVENIR

Sommaire

Partie I : Indicateurs macroéconomiques et monétaires	3
<i>I-1</i> Environnement international	3
I-2-1 Secteur réel.....	5
I-2-2 Finances publiques	7
1.2.2.4- Dette publique.....	10
I-2-3 Secteur extérieur	11
I-2-4 Secteur Monétaire	12
I-2-4-2 Conditions et marchés monétaires.....	13
I-2-4-4 Stabilité financière	14
I-2-4-3 Marché des changes.....	14
Partie II : Résultats de l'enquête d'opinions	14
II-1 Evolution du chiffre d'affaires.....	15
II-2 Emplois et salaires	15
II-3 Activités bancaires	16
II-4 Activités de construction	17
II-5 Activités de service	18
II-6 Activités industrielles	18
II-7 Activités commerciales.....	19
ANNEXES	20

Partie I : Indicateurs macroéconomiques et monétaires

I-1 Environnement international

Dans un contexte de poursuite du durcissement des politiques monétaires et budgétaires, la croissance économique globale a légèrement accru dans les économies avancées. Cependant, la zone euro connaît une décélération depuis le début de l'année 2023. De même, la plupart des économies émergentes, dont la Chine et l'Inde ont également enregistré un recul de l'activité économique.

Les pressions inflationnistes continuent de ralentir, mais restent toujours élevées par rapport aux objectifs des Banques Centrales.

I-1-1 Évolution de l'activité économique mondiale

Aux États-Unis on note le dynamisme de l'activité économique avec une accélération de la croissance du PIB en glissement annuel, passant de 2,1 % au deuxième trimestre 2023 à 2,9 %. Elle est soutenue par la hausse de la consommation des ménages, des dépenses du Gouvernement fédéral et de l'investissement en stocks privés.

Par contre, dans la zone euro, la croissance économique a ralenti pour atteindre 0,1 %, contre 0,5 % au trimestre précédent, résultant des effets du resserrement des conditions monétaires et de l'ajustement progressif de la politique budgétaire.

La croissance du PIB en glissement annuel du Japon s'est située à 1,4 %, au troisième trimestre 2023, contre 1,9 % au deuxième trimestre 2023. Ce ralentissement fait suite à une réduction des dépenses des entreprises, une faiblesse des dépenses de consommation et une hausse des coûts d'importation.

Au Royaume-Uni, le PIB s'est accru de 0,6 % au troisième trimestre 2023, contre 0,4 % au trimestre précédent.

Tableau 1 : Croissance économique mondiale (en %)

	3e trim 2022	4e trim 2022	1 ^{er} trim 2023	2e trim 2023	3e trim 2023
États-Unis	1,9	0,9	1,8	2,1	2,9
Zone euro	2,3	1,9	1,1	0,5	0,1
Allemagne	1,4	0,8	-0,3	0,1	-0,4
France	1,1	0,6	0,9	1,1	0,7
Japon	1,6	0,4	1,8	1,9	1,4
Royaume-Uni	2	0,4	0,2	0,4	0,6
Chine	3,9	2,9	4,5	6,3	4,9
Afrique du Sud	1,3	0,2	1,5	-0,5	
Nigeria	2,3	3,5	2,3	2,5	2,5

Source : Organisation de Coopération et de Développement Économiques

Dans les économies émergentes, la croissance économique de la Chine a décéléré de 1,4 point de pourcentage pour atteindre un taux de croissance de 4,9 %, contre 6,3 % au deuxième trimestre 2023. Cette décélération provient d'un ralentissement de l'activité dans le secteur immobilier et de la modération de la demande globale.

I-1-2 Inflation et Matière première

I-1-2-1 Cours des matières premières

L'indice global des cours des matières premières s'est situé à 115,4 en septembre 2023, en progression de 15,3 points de pourcentage par rapport à juin 2023. Cette augmentation est portée par l'indice des produits énergétiques.

L'indice des produits énergétiques a affiché une hausse de 23,7%, par rapport au trimestre précédent.

Le prix du baril de pétrole a augmenté de 16,8 %, en variation trimestrielle, pour atteindre 92,2 USD en septembre 2023, en raison de la dynamique de l'offre et de la

demande, dans un contexte de la récente escalade des tensions au Moyen-Orient.

Parallèlement, l'indice des prix des produits non-énergétiques a enregistré une hausse de 0,6 %, en glissement annuel.

I-1-2-2 Inflation

Les pressions inflationnistes persistent dans les économies émergentes, tandis que les économies avancées poursuivent la tendance baissière de leurs taux d'inflation.

Aux États-Unis, le taux d'inflation a atteint 3,7 % en septembre 2023, en hausse de 0,7 point de pourcentage par rapport à juin 2023. Parallèlement, l'inflation sous-jacente, qui exclut l'alimentation et l'énergie, a diminué, passant de 4,8 % en juin 2023 à 4,1 % en septembre 2023.

En septembre 2023, le taux d'inflation au Royaume-Uni baisse de 1 point de pourcentage par rapport à juin 2023, pour atteindre 6,3 %. L'inflation sous-jacente a baissé de 0,5 point de pourcentage, atteignant 5,9 % en septembre 2023.

Au Japon, l'inflation s'est située à 3,0 % en septembre 2023, contre 3,3 % en juin 2023. L'inflation sous-jacente est restée stable à 2,8 %.

En Chine, le taux d'inflation a affiché une stagnation similaire à celle observée en juin 2023. Cette décélération est due à un assouplissement de la politique monétaire.

En Afrique du Sud, le taux d'inflation a reculé légèrement pour atteindre 5,5 % en septembre 2023, après 5,7 % en juin 2023. Cette tendance à la baisse provient de celle des prix produits alimentaires tels que le « pain et les céréales », le « sucre, sucreries et desserts », les « légumes et lait », et les « œufs et fromage ».

Au Nigeria, l'inflation s'est établie, en glissement annuel, à 26,7 % en septembre contre 22,8 % en juin 2023, en lien avec l'envolée de l'inflation alimentaire qui a

augmenté de 5,4 points de pourcentage au cours du trimestre.

Dans la zone UEMOA, les Etats membres continue d'observer une décélération des pressions inflationnistes, à l'exception du Niger. Ainsi, le taux d'inflation zonal a atteint 2,7 % en septembre, contre 5,7 % en mars et 3,6 % en juin 2023.

Tableau 2 : Evolution de l'inflation mondiale (en %)

	3e trim 2022	4e trim 2022	1^{er} trim 2023	2e trim 2023	3e trim 2023
États-Unis	8,3	7,1	5,8	4,0	3,5
Allemagne	7,4	8,6	8,2	6,5	5,6
France	5,8	6,1	6,0	5,2	4,7
Japon	2,9	3,8	3,6	3,3	3,2
Royaume- Uni	8,7	9,4	9,0	7,7	6,3
Chine	2,7	1,8	1,2	0,1	-0,1
Afrique du Sud	7,9	7,7	7,3	6,5	5,0
Nigeria	20,8	21,3	22,4	22,8	26,7

Source : Fonds Monétaire International

I-1-3 Politique monétaire et Conditions financières

I-1-3-1 Politique monétaire

Comme aux deux derniers trimestres 2023, les Banques Centrales des économies avancées ont poursuivi le resserrement de leur politique monétaire en vue de contenir les pressions inflationnistes.

Ainsi, au troisième trimestre 2023, la Réserve Fédérale Américaine a de nouveau relevé la fourchette du taux des fonds fédéraux de 75 points de base portant la fourchette de 5,25 % à 5,50 %.

La Banque d'Angleterre a encore augmenté son taux directeur de 25 points de base en août pour le fixer à 5,25 %.

La BCE a relevé ses trois taux directeurs de 25 points de bases. Ainsi, le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement et les taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal et

de la facilité de dépôt ont été portés à 4,5 %, 4,8 % et 4,0 %, respectivement.

Contrairement aux autres banques centrales, la Banque du Japon a maintenu sa politique monétaire accommodante.

La Banque Centrale de l'Inde a continué sa politique monétaire accommodante, en gardant son taux de référence inchangé à 6,5 %, tandis que la Chine a baissé son principal taux directeur en août de 10 points de base pour se situer à 3,5 %.

I-2 Environnement national

I-2-1 Secteur réel

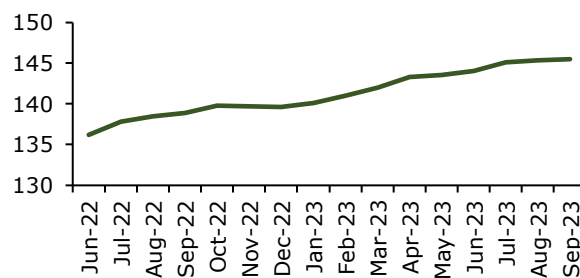
I-2-1-1 Inflation

En glissement annuel, l'indice national harmonisé des prix à la consommation baisse de rythme par rapport à juin 2023, pour s'accroître de 4,8 % en septembre 2023. Cette situation résulte du ralentissement observé à N'Nzérékoré, à Labé, à Kindia et à Faranah, contenue par l'accélération du rythme des prix à Kankan, à Boké, à Mamou et à Conakry.

Selon la provenance, la décélération de l'inflation au niveau national résulte de l'évolution, à la fois, des prix des produits locaux et ceux importés.

Selon les secteurs de production, le ralentissement est la conséquence de la baisse du rythme d'évolution des prix du secteur secondaire et tertiaire. En effet, les prix du secteur secondaire ralentissent de 1,5 point de pourcentage pour progresser de 2,7 % en glissement annuel au mois de septembre 2023, contre 4,2 % en juin 2023.

Graphique 1 : Indice national harmonisé des prix à la consommation



Source : INS

En glissement annuel, l'inflation dans la région de Conakry a progressé de 7,9 % en septembre 2023, contre 6,2 % en juin 2023, résultant de l'accélération des prix de la fonction « Alimentations et boissons non alcoolisées », « santé » et « enseignements ».

I-2-1-2 Production minière

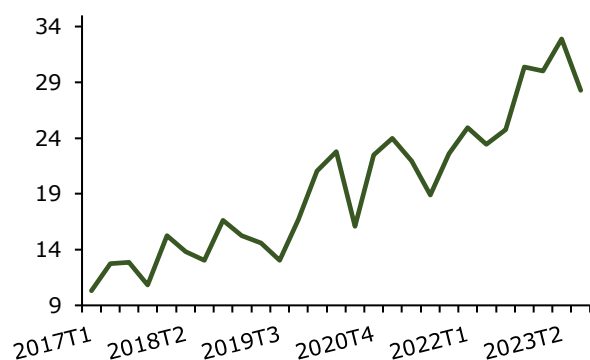
Au troisième trimestre 2023, les activités minières ont été marquées par une baisse de

la production de bauxite et d'alumine, des expéditions d'or et de diamant.

Production de bauxite et d'alumine

En raison du ralentissement des activités sous la forte pluie, à fin septembre 2023, la production de bauxite a baissé 14,0 % par rapport au trimestre précédent, pour se situer à 28,3 millions de tonnes. Toutefois, en glissement annuel, elle augmente de 14,2 %.

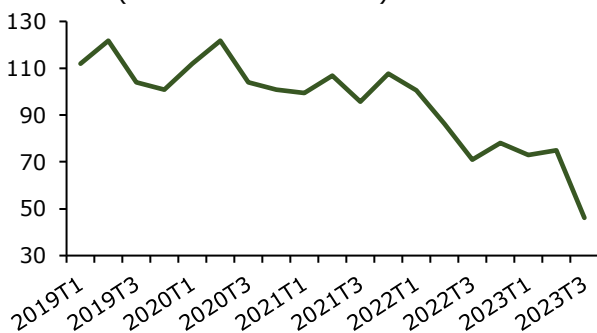
Graphique 2 : Evolution de la production de bauxite (en million de tonnes)



Source : MMG

La production d'alumine a atteint 46 135 tonnes au troisième trimestre 2023, en baisse de 38,4 % par rapport au trimestre précédent, résultant des difficultés d'exploitation en pleine saison de pluie. En glissement annuel, elle baisse de 35,1 %.

Graphique 3 : Evolution de la production de l'alumine (en milliers de tonnes)



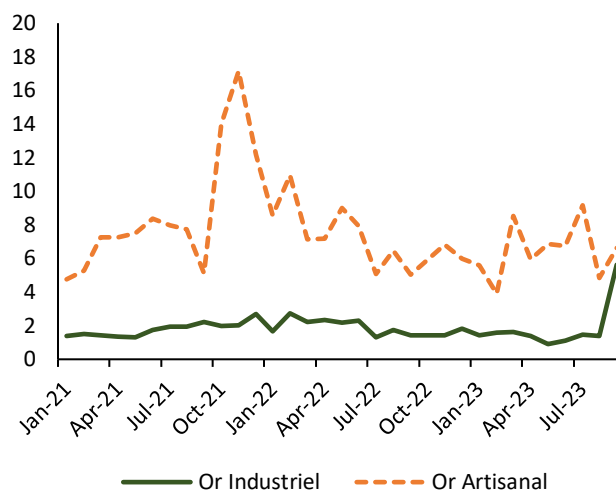
Source : DNEEP

Expédition d'or et de diamant

Compte tenu du démarrage de l'exploitation de la nouvelle mine de Koundara et l'augmentation des exportations industrielles,

les expéditions d'or enregistrées au niveau de la BCRG se sont accrues de 5,6 % par rapport au trimestre précédent, pour se situer à 20,6 tonnes à fin septembre 2023. En glissement annuel, elles se sont accrues de 24,4 %.

Graphique 4 : Evolution des expéditions d'or (en tonnes)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Les exportations de diamant se sont contractées de 94,1 % pour situer à 3 320 carats au troisième trimestre 2023. Cette contraction résulte du manque d'exploration pour identifier de nouveau site d'exploitation de diamant. En glissement annuel, ces expéditions baissent de 86,1 %.

I-2-1-3 Production industrielles

- Production d'eau et d'électricité

L'amélioration des infrastructures de conduite d'eau a entraîné un accroissement de la production d'eau de 1,3 %, par rapport au trimestre précédent, pour atteindre 16 065 000 m³ au troisième trimestre 2023. En glissement annuel, elle augmente de 2,0 % par rapport au troisième trimestre 2022.

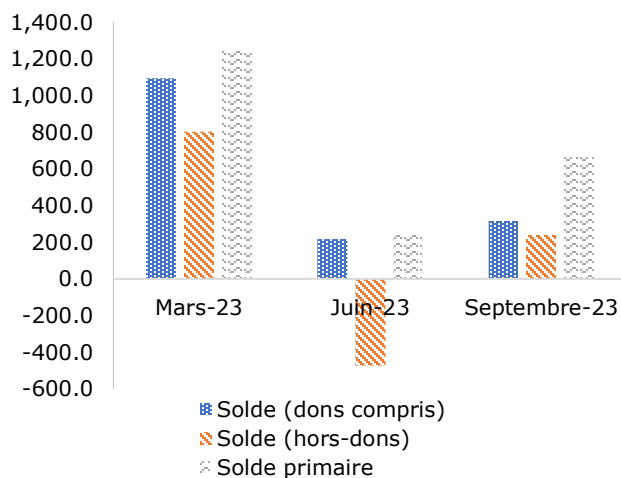
Au troisième trimestre 2023, la production d'électricité a baissé de 6,5 % par rapport au deuxième trimestre pour atteindre 870 890 mégawatts. Ce ralentissement est dû à la destruction de certaines infrastructures de conduite de courant. En glissement annuel, elle a augmenté de 21,7 %.

I-2-2 Finances publiques

Au cours du trimestre sous-revu, les indicateurs budgétaires se sont améliorés, en raison d'une baisse des dépenses publiques plus prononcée que celle des recettes de l'Etat.

Ainsi, les opérations financières de l'Etat se sont soldées par une capacité de financement de GNF 315,5 milliards au troisième trimestre 2023, plus importante que la capacité de financement de GNF 217,1 milliards au deuxième trimestre 2023. Le solde primaire s'est nettement amélioré, passant d'un excédent de GNF 248,5 milliards au deuxième trimestre à un excédent de GNF 665,8 milliards au troisième trimestre 2023.

Graphique 5 : Evolution des soldes budgétaires (en milliards de GNF)



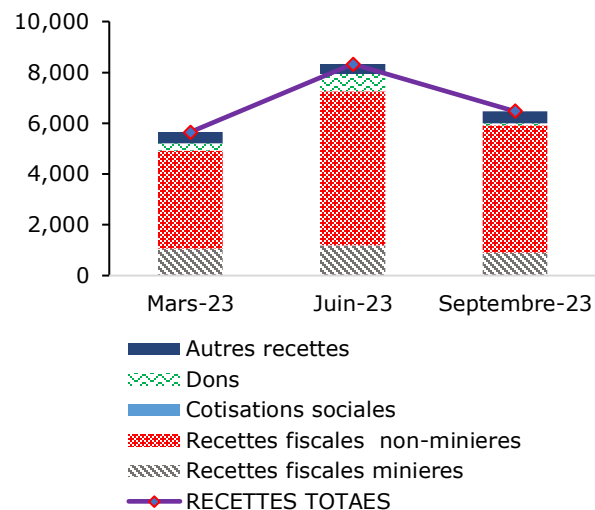
Source : Ministère du Budget

I-2-2-1 Recettes de l'Etat

Les recettes budgétaires ont reculé, passant de GNF 8 326,1 milliards au second trimestre 2023 à GNF 6 472,0 milliards, soit une baisse de plus d'un-cinquième. Ce résultat est expliqué par la baisse simultanée des recettes fiscales aussi bien minières que non-minières, mais également d'une chute importante des dons collectés par l'Etat. Cependant, les autres recettes ont enregistré une hausse au cours du trimestre sous-revu.

Les recettes fiscales se sont établies à GNF 5 918,8 milliards au troisième trimestre 2023, soit une baisse de 18,4 % par rapport au trimestre précédent.

Graphique 6 : Evolutions des recettes (en milliards de GNF)



Source : Ministère du Budget

Ainsi, les recettes fiscales du secteur non-minier se sont situées à GNF 5 028,6 milliards au troisième trimestre 2023, contre GNF 6 068,7 milliards au trimestre précédent, soit à une contraction de 17,1 %. De même, les recettes fiscales du secteur minier ont reculé pour se situer à GNF 890,2 milliards au troisième trimestre, contre GNF 1 184,8 milliards au second trimestre 2023, équivalent à une baisse d'un-quart.

Par composante, la contre-performance de la mobilisation des recettes fiscales constatée au cours du trimestre sous-revue a concerné l'ensemble de ses composantes, à savoir : « impôts sur le revenu, les bénéfices, et les gains en capital » (GNF 1 259,5 milliards, soit -44,3 %), « impôts sur les biens et services » (GNF 3 041,1 milliards, soit -6,9 %), « impôts sur le commerce extérieur » (GNF 1 472,3 milliards, soit -4,0 %) et « impôts sur les salaires et la main d'œuvre » (GNF 114,4 milliards, soit -9,9 %).

Tableau 1 : Recettes mobilisées de l'Etat

	Mars-23	Juin-23	Sep-23
RECETTES	5 649,8	8 326,1	6 472,0
Recettes fiscales	4 907,1	7 253,4	5 918,8
<i>dont secteur minier</i>	1 067,3	1 184,8	890,2
<i>dont secteur non-minier</i>	3 839,8	6 068,7	5 028,6
Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital	738,7	2 263,2	1 259,5
Impôts sur les salaires et la main-d'œuvre	128,1	127,0	114,4
Impôts sur le patrimoine	26,0	56,0	29,4
Impôts sur les biens et services	2 577,1	3 267,7	3 041,1
Impôts sur le commerce ext et les transactions int.	1 432,6	1 533,0	1 472,3
Autres recettes fiscales	4,6	6,5	2,1
Cotisations sociales	0,0	0,0	0,0
Autres recettes	454,3	381,5	476,5

Source : Ministère du Budget

En ce qui concerne les dons, l'Etat a mobilisé nettement moins que le trimestre dernier. Ainsi, l'Etat a reçu un total de GNF 76,6 milliards au troisième trimestre, contre GNF 691,2 milliards au second trimestre 2023. Les dons reçus par l'Etat sont, essentiellement, constitués de dons courants mobilisés auprès des organisations internationales et destinés à certains secteurs prioritaires de l'économie guinéenne.

Tableau 2 : dons mobilisés par l'Etat

	Mars-23	Juin-23	Sep-23
Dons	288,5	691,2	76,6
Reçus d'administrations publiques étrangères	0,0	0,0	0,0
<i>Courants</i>	0,0	0,0	0,0
<i>En capital</i>	0,0	0,0	0,0
Reçus d'organisations internationales	288,5	691,2	76,6
<i>Courants</i>	0,0	0,0	76,6
<i>En capital</i>	288,5	691,2	0,0
Reçus d'autres unités d'administration publique	0,0	0,0	0,0

Courants	0,0	0,0	0,0
En capital	0,0	0,0	0,0

Source : Ministère du Budget

Quant aux recettes non-fiscales, contrairement aux autres types de recettes, celles-ci ont enregistré une meilleure performance par rapport au trimestre précédent. Ainsi, les recettes non-fiscales ont progressé d'un-quart, pour se situer à GNF 476,5 milliards, correspondant à une augmentation de GNF 95 milliards par rapport au second trimestre 2023. Cette performance de la collecte des recettes non-fiscales est en lien avec l'amélioration enregistrée au niveau de toutes ses composantes, à savoir : « revenu de la propriété » (GNF 52,1 milliards, soit +22,7 %), « vente de biens et services » (GNF 39,7 milliards, soit +29,8 %), « amendes, pénalités et confiscations » (GNF 1,4 milliard, +8,2 %) et « transferts volontaires autres que les dons » (GNF 1,8 milliard, soit +146,9 %).

I-2-2-2 Dépenses publiques

Les dépenses publiques ont fortement chuté au cours du trimestre sous-revu s'établissant à GNF 6 156,5 milliards au troisième trimestre 2023, soit une baisse de près d'un-quart. Cette baisse est imputable à la fois à la contraction constatée au niveau des charges et de l'acquisition nette d'actifs non financiers (dépenses d'investissements nettes).

Ainsi, les charges de l'Etat sont passées de GNF 5 602,1 milliards au deuxième trimestre 2023 à GNF 5 246,1 milliards au troisième trimestre 2023, soit un recul de 6,4 %. Ce recul est expliqué par la baisse des dépenses sur biens et services, des dons versés par l'administration publiques et des subventions. La baisse est contenue par la hausse du paiement des intérêts sur la dette et les prestations sociales versées.

En effet, les dépenses sur biens et services ont reculé de 25,9 %, par rapport au second trimestre 2023, pour s'établir à GNF 1 064,0 milliard au troisième trimestre

2023, en lien avec les décisions de suspension des missions à l'étranger de certains hauts responsables de l'administration publique. De même, les subventions et les dons accordés aux sociétés et administrations publiques ont chuté de 32,3 % et 28,0 % par rapport au dernier trimestre, pour se situer, respectivement, à GNF 442,1 milliards et GNF 646,0 milliards. En revanche, les dépenses de traitement et salaires ont légèrement accru de 2,4 % par rapport au trimestre précédent pour s'établir à GNF 1 781,1 milliards au troisième trimestre 2023. Parallèlement, les « prestations sociales » de l'Etat ont presque doublé pour atteindre GNF 564,0 milliards au troisième trimestre 2023.

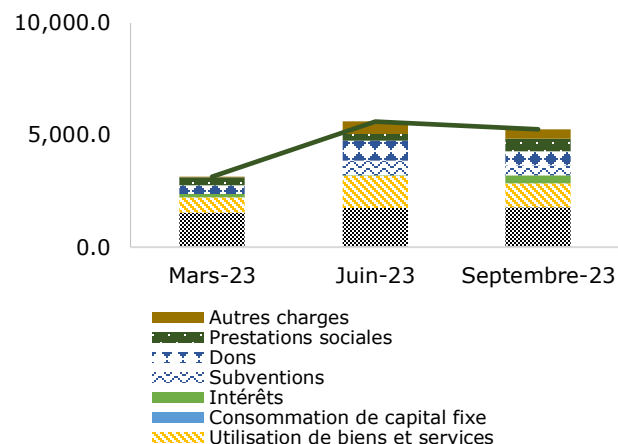
Tableau 3 : Charges de l'Etat

	Mars-23	Juin-23	Sep-23
DEPENSES	4,556,6	8,109,0	6,156,5
CHARGES	3,143,0	5,602,1	5,246,1
<i>Rémunération des salariés</i>	1,533,7	1,739,0	1,781,1
<i>Utilisation de biens et services</i>	691,3	1,436,1	1,064,0
<i>Consommation de capital fixe</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Intérêts</i>	155,4	31,4	350,3
<i>Subventions</i>	0,2	653,5	442,1
<i>Dons</i>	364,9	897,9	646,0
<i>Prestations sociales</i>	375,4	293,3	564,0
<i>Autres charges</i>	22,0	550,9	398,4

Source : Ministère du Budget

Les paiements d'intérêts ont rebondi pour se situer à GNF 350,3 milliards au troisième trimestre 2023, contre GNF 31,4 milliards au second trimestre. Cette évolution remarquable est imputable à la fois au paiement des intérêts aux non-résidents qui a quasiment doublé pour se situer à GNF 74,8 milliards, et au paiement des intérêts aux résidents du secteur privé dont le montant s'est élevé à GNF 275,5 milliards.

Graphique 7 : Evolution des dépenses publiques (en milliards de GNF)



Source : Ministère du Budget

En ce qui concerne les investissements publics, ceux-ci ont également significativement reculé, passant de GNF 2 506,9 milliards au deuxième trimestre à GNF 910,4 milliards au troisième trimestre, soit une diminution de près de deux tiers.

Tableau 4 : Investissement brut/net dans les actifs non-financiers

	Mars-23	Juin-23	Sep-23
Acquisition nette d'actifs non-financiers	1,413,7	2,506,9	910,4
Actifs fixes	1,413,7	2,506,9	910,4
Stocks	0,0	0,0	0,0
Objets de valeur	0,0	0,0	0,0
Actifs non produits	0,0	0,0	0,0

Source : Ministère du Budget

I-2-2-3 Financement du solde budgétaire

Au troisième trimestre 2023, la capacité de financement ainsi dégagée a permis d'enregistrer une augmentation nette d'actifs financiers de GNF 1 357,7 milliards, tandis que le montant de l'augmentation nette du passif s'est établi à GNF 1 173,2 milliards.

L'augmentation nette d'actifs financiers est composée uniquement des numéraires et dépôts auprès du système bancaire de GNF 1 382,9 milliards.

L'augmentation nette du passif est composée de financement intérieur net de GNF 1 443,1 milliard et d'un désendettement vis-à-vis de l'extérieur de GNF 269,9 milliards. Le financement intérieur net a été obtenu grâce à la diminution des « numéraire et dépôts » pour GNF 362,5 milliards et d'une augmentation des crédits vis-à-vis du secteur bancaire de GNF 1 164,2 milliard.

Tableau 3 : transactions sur actifs financiers et passifs (financement, en milliards de GNF)

	Mars-23	Juin-23	Sep-23
Transactions sur actifs financiers et passifs (financement)	1,191,1	-24,1	182,5
Actifs financiers	-300,4	103,9	1,355,7
Intérieurs	-301,5	102,9	1,354,2
Extérieurs	1,1	1,0	1,5
Passifs	-1,491,5	128,0	1,173,2
Intérieurs	-1,616,7	-398,1	1,443,1
Extérieurs	125,2	526,2	-269,9

Source : Ministère du Budget

1.2.2.4- Dette publique¹

Le stock de la dette publique est passé de USD 7,6 milliards au premier trimestre à USD 7,5 milliards au second trimestre, soit une baisse de 1,8 %, en lien avec la contraction de la dette intérieure. En effet, cette dernière qui correspond à 41,2 % du total de la dette publique a reculé de 5,7 % pour se situer à USD 3,1 milliards à la fin du trimestre sous-revu. Cependant, la dette extérieure a accru de 1,2 % pour atteindre USD 4,4 milliards au second trimestre 2023.

Au titre des tirages, l'Etat a émis un total de USD 331,4 millions dont USD 277,4 millions de dette intérieure au second trimestre. Au premier trimestre, le total émis était de USD 450,1 millions, dont USD 425,8 millions de dette intérieure.

¹ Situation disponible à fin juin 2023

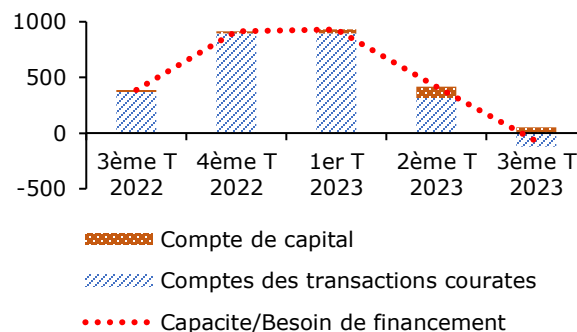
Quant au service de la dette, au deuxième trimestre 2023, l'Etat a payé un total USD 386,5 millions, dont USD 357,4 millions en principal, contre USD 471,3 millions au trimestre précédent, dont USD 449,0 millions au titre du principal.

I-2-3 Secteur extérieur

Au troisième trimestre 2023, le secteur extérieur de la Guinée a été marqué par une détérioration importante du solde global qui s'est établi à un déficit de USD 364,1 millions, après un déficit de USD 22,2 millions au cours du trimestre correspondant de 2022.

Cette détérioration est liée à la dégradation du compte des transactions courantes et contenue par une amélioration du compte capital.

Graphique 8 : Evolution de capacité/besoin de financement et ses composantes (en millions de USD)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

I-2-3-1 Compte des transactions courantes

En glissement annuel, le compte des transactions courantes a affiché un déficit de USD 122,3 millions (2,2 % du PIB) au troisième trimestre, contre un excédent de USD 369,2 millions (6,7 % du PIB) à la même période de l'année précédente.

Cette dégradation est essentiellement imputable au renforcement du déficit de la

balance des services et de celui des revenus primaires.

Balance commerciale

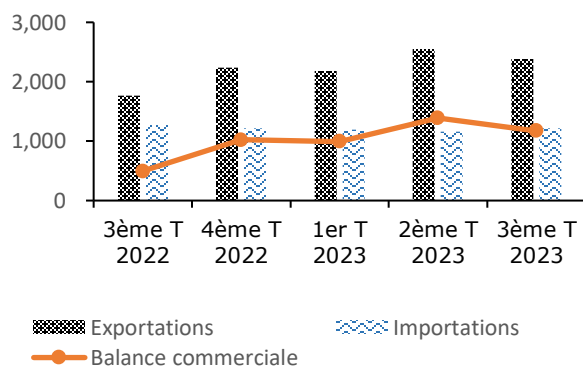
La balance commerciale a enregistré un excédent de USD 1 171,5 millions (21,3 % du PIB) au troisième trimestre 2023, contre USD 497,2 millions (9 % du PIB) au troisième trimestre 2022, soit une amélioration de 135,6%.

Cette amélioration résulte de l'augmentation des exportations (+34,8 %), notamment des produits miniers, couplée à un recul des importations (-4,6 %), surtout des produits pétroliers (en valeur).

Les exportations se sont, davantage, renforcées en s'établissant à USD 2 387,2 millions au troisième trimestre 2023, soit hausse en glissement annuel de 34,0 %. Cette progression est liée à la hausse des exportations des produits miniers et dans une moindre mesure par celles des produits agricoles et des produits forestiers.

Les importations de biens ont baissé de 4,6 % en glissement annuel pour s'établir à USD 1 215,7 millions au troisième trimestre 2023. Ce recul est principalement porté par le fléchissement des importations de produits pétroliers (28,4 %) et dans une moindre mesure par celles des produits de construction automobile (2,3 %) et des biens d'équipements (-6,6 %).

Graphique 9 : Evolution de la balance commerciale (en millions de USD)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Balance des services

La balance des services est passée d'un déficit de USD 180,4 millions au troisième trimestre 2022 à un déficit de USD 793,17 millions à la même période de l'année dernière, soit une augmentation du déficit de USD 612,7 millions.

Balance des revenus primaires

De même, la balance des revenus primaires s'est davantage détériorée d'un déficit de USD 556,2 millions par rapport au troisième trimestre 2022 pour se situer à USD 620,73 millions.

Balance des revenus secondaires

En baisse de 2,7 %, l'excédent de la balance des revenus secondaires s'est chiffré à USD 120,11 millions au troisième trimestre 2023. Cette hausse est liée à l'augmentation des transferts reçus par les sociétés non financières, les ménages et les Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM).

I-2-3-2 Comptes de capital et financier

L'excédent du solde du compte de capital s'est amélioré de 210,4 %, en glissement annuel, pour atteindre USD 50 millions au troisième trimestre 2023. Cette amélioration est portée par la hausse des dons reçus par le Gouvernement Guinéen.

Le compte financier a dégagé une acquisition nette d'actifs financiers de USD 288,39 millions au troisième trimestre 2023, contre une acquisition nette d'actifs financiers de USD 407,44 millions à la même période de 2022.

Les effets combinés du déficit du compte courant et de l'excédent du compte capital se sont traduits par un besoin de financement de USD 72,1 millions au troisième trimestre 2023.

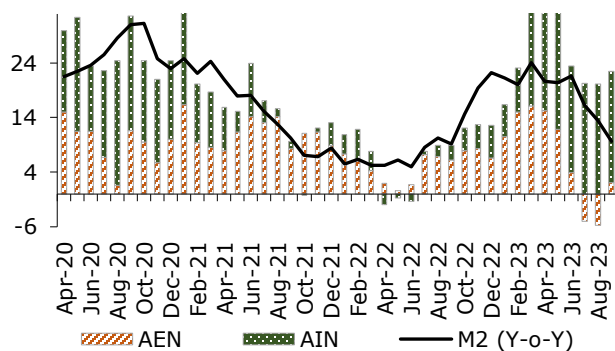
I-2-4 Secteur Monétaire

I-2-4-1 Situation Monétaire

Le troisième trimestre 2023 est marqué par une décélération de la croissance de la masse monétaire. Ainsi, celle-ci s'est établie à GNF 49 549 milliards au troisième trimestre 2023, soit une croissance, en glissement annuel, de 9,6 %, plus faible que la croissance de 21,6 % au deuxième trimestre 2023. Du côté des contreparties, ce ralentissement est imputable à la baisse continue des avoirs extérieurs nets.

Selon les composantes, ce rythme de décélération est le résultat du ralentissement de la croissance des dépôts en devises et dépôts à terme en GNF.

Graphique 10 : Croissance de la masse monétaire et ses contreparties (% contributions)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Les avoirs extérieurs nets s'élèvent à GNF 12 525,3 milliards à fin septembre 2023, contre GNF 17 244,1 milliards à fin septembre 2022, soit une baisse de 27,4 % en glissement annuel. Cette baisse est essentiellement liée à la contraction des avoirs extérieurs nets de la BCRG et dans une moindre mesure par celle des avoirs extérieurs nets des banques commerciales.

En comparaison par rapport à fin septembre 2022, les avoirs intérieurs nets se sont renforcés de 33,6 % pour se chiffrer à GNF 35 519,6 milliards à fin septembre 2023. Cette évolution est l'effet de la hausse des créances sur le secteur privé ainsi que de la

détérioration de la Position Nette du Trésor dans les banques commerciales dans un contexte d'amélioration de la Position Nette du Trésor dans les livres de la BCRG.

A fin septembre 2023, la base monétaire a augmenté de 5,4 %, en glissement annuel pour se situer à GNF 17 806,8 milliards, en raison de la consolidation des avoirs intérieurs nets de la BCRG.

I-2-4-2 Conditions et marchés monétaires

Dans le contexte de ralentissement de l'inflation, le comité de politique monétaire a décidé d'assouplir les conditions monétaires, lors de sa réunion de septembre 2023, en baissant le taux directeur de 50 points de base à 11,0 % et le taux des réserves obligatoires de 200 points de base à 13,0 %.

A fin septembre 2023, la liquidité bancaire s'est contractée de 6,7 %, en glissement annuel pour s'établir GNF 5 139,1 milliards, en baisse de 22,9 % à fin juin 2023. Cette contraction est due souscriptions des banques aux obligations d'Etat en septembre 2023.

Aussi, le volume global des transactions, toutes maturités confondues, s'est élevé à GNF 3 345 milliards du volume global des transactions, soit une hausse de 135,6 %, en glissement annuel. Parallèlement, le taux d'intérêt moyen pondéré des transactions, toutes maturités confondues, s'est établi à 8,9 soit une baisse de 30 points de base.

Le volume des transactions interbancaires à une semaine représente 40 % du volume global des transactions au troisième trimestre 2023, avec un taux moyen pondéré de 8,7 %.

Tableau 4 : Transactions sur le marché interbancaire

	Volume total des transactions (Milliards GNF)		Taux moyen pondéré	
	Toutes maturités confondues	Maturité à une semaine	Toutes maturités confondues	Maturité à une semaine
2022T1	790	405	9,8%	10,0%
2022T2	1 160	467	10,3%	8,6%
2022T3	1 319	606	10,1%	9,9%
2022T4	926	174	9,0%	9,1%
2023T1	5 476	3 689	9,3%	9,2%
2023T2	6 199	2 510	9,2%	9,4%
2023T3	3 345	1 032	8,9%	8,7%

Source : BCRG

Le marché des Bons du Trésor (BDT) a poursuivi son dynamisme, amorcé depuis le début de l'année 2023, dans un contexte de besoin croissant de trésorerie de l'Etat. Ainsi, les émissions de BDT ont baissé de 8,7 %, pour s'établir à GNF 5 017 milliards en septembre 2023.

I-2-4-3 Marché des changes

Le GNF a poursuivi sa tendance d'appréciation vis-à-vis du dollar US entamée depuis début 2021. Ainsi, le franc guinéen s'est apprécié de 1,3 % en glissement annuel pour s'établir à GNF 8 487,2130 à fin septembre. De même, le franc guinéen s'est apprécié de 0,8 % sur le marché des bureaux de change agréés pour s'établir à GNF 8 602,5.

Par ailleurs, la prime de change du dollar US s'est davantage creusé, passant de 0,8 % à fin septembre 2022 à 1,3 % à fin septembre 2023. Toutefois, elle s'est réduite de 0,1 point de pourcentage par rapport à fin juin 2023.

Quant aux réserves brutes de change, celles-ci se sont plutôt contractées, en glissement annuel, de 23,5 % à fin septembre, après une baisse de 6,9 % en juin 2023, pour s'établir à USD 1 626,8 millions. Cependant, ce niveau de réserves est suffisant pour couvrir trois (3) mois d'importations de biens et services.

Partie II : Résultats de l'enquête d'opinions

Au troisième trimestre 2023, les activités sont restées globalement stables dans les différents secteurs d'activités économiques.

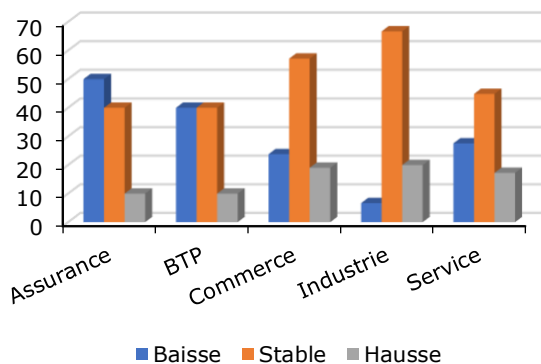
II-1 Evolution du chiffre d'affaires

Au troisième trimestre 2023, 50,6 % des entreprises estiment que leurs chiffres d'affaires sont restés stables.

Toutes fois, 27,1 % des entreprises concernées par l'enquête ont enregistré une baisse de leurs chiffres d'affaires. Cette contraction résulte de la baisse de la demande des produits/services, de la rareté des commandes, de la rareté de nouveau contrat et du vieillissement des infrastructures des certaines entreprises.

Le chiffre d'affaires s'est amélioré au niveau de 16,5 % des répondants, en lien avec une augmentation de la demande des produits de certains répondants, une meilleure politique de vente, une meilleure gestion dans certaines entreprises, et la mise en vente de nouveaux produits.

Graphique 11 : Evolution du chiffre d'affaires par secteur au premier trimestre 2023 (%)

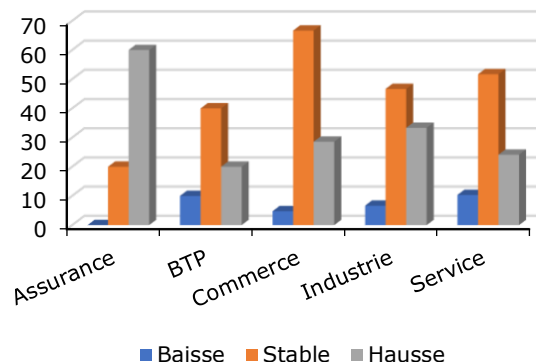


Source : Banque Centrale de la République de Guinée

En termes de perspectives, 30,1 % des entreprises s'attendent à un accroissement de leur chiffre d'affaires au dernier trimestre 2023, contre 7,1 % qui s'attendent à un recul

de celui-ci. Par ailleurs, 49,4 % projettent une stabilité de leur chiffre d'affaires au troisième trimestre 2023.

Graphique 12 : Evolution attendue du chiffre d'affaires par secteur au premier trimestre 2023 (%)



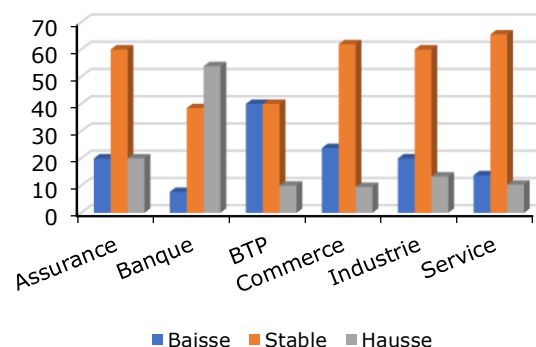
Source : Banque Centrale de la République de Guinée

II-2 Emplois et salaires

Sur le marché du travail, 60,9 % de ces entreprises ont maintenu l'effectif de leurs employés, tandis que 18,5 % ont procédé à des recrutements pour rehausser leur effectif. Le secteur bancaire et les compagnies d'assurances ont enregistré les plus fortes proportions d'augmentation de leurs effectifs durant le trimestre.

Toutefois, les entreprises du secteur du commerce, de l'industrie, et de la construction ont procédé à une baisse de leurs effectifs au cours de la période sous-revue.

Graphique 13 : Evolution des effectifs des employés par secteur au premier trimestre 2023 (%)

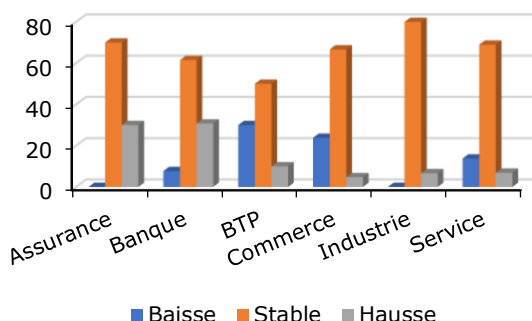


Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Les perspectives dans le cadre de l'emploi indiquent plutôt une évolution favorable pour la stabilité de l'effectif des entreprises au dernier trimestre de l'année. Cette stabilité est observée au niveau de 60,4 % des entreprises, tandis que 19,8 % d'entre elles envisagent de créer plus d'emplois au quatrième trimestre 2023.

Le niveau des salaires est resté relativement stable pour 72,5 % des entreprises. Toutefois, seulement 13,2 % des entreprises, principalement des banques et des compagnies d'assurance, indiquent avoir augmenté le salaire de leurs employés.

Graphique 14 : Evolution des salaires des employés par secteur au premier trimestre 2023 (%)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

II-3 Activités bancaires

Dans le secteur des banques, l'évolution des principaux indicateurs, tels que le PNB, les produits d'exploitation etc., dénote un environnement favorable des activités au troisième trimestre 2023.

Durant le trimestre, toutes les banques ayant répondu ont enregistré une hausse de leur produit net bancaire (PNB).

Les perspectives montrent une bonne tenue de l'activité bancaire, avec une hausse prévue du PNB au niveau 9 banques sur les treize qui ont répondu. Cependant, trois autres banques

s'attendent à une stabilité de leur PNB.

Entre juillet et septembre 2023, 10 banques ont enregistré une progression de leur produit d'exploitation. Cette évolution est le résultat, entre autres, de l'amélioration du niveau de l'activité économique, d'un regain de confiance envers certaines banques, de l'octroi de plus de crédits, et du placement d'excédent de trésorerie en BDT. Par contre, ce produit d'exploitation a baissé au niveau d'une seule banque, en lien avec une diminution du volume de crédit qu'elle a octroyés. Pour remédier à cette situation de baisse, la banque en question envisage d'octroyer plus de crédit durant les prochains trimestres.

Le nombre de clients, le volume des dépôts, le volume des crédits à court terme et le volume de crédits à long terme, ont augmenté respectivement au niveau de 10, 8, 9 et 3 banques, au cours de la période sous revue.

Dans le domaine des relations professionnelles avec les autres institutions bancaires, 7 banques sur 13 pensent qu'elles sont bonnes, alors que 4 autres banques jugent très bonnes ces relations professionnelles.

S'agissant de la politique de la Banque Centrale, les opinions des banques enquêtées sont divergentes. Ces opinions se résument comme suit :

- 6 banques pensent que les politiques de la BCRG dans les domaines des taux de change et de la reconnaissance et le traitement des billets de banque sont bonnes tandis que 5 autres banques estiment que ces politiques sont plutôt passables ;
- Concernant les politiques de la Banque Centrale sur les taux d'intérêt et la supervision bancaire, 7 banques interrogées considèrent qu'elles sont bonnes. Toutefois, 5 banques jugent la politique des taux d'intérêt passable, et 3 autres pensent que la politique de la supervision bancaire est passable ;

- 9 institutions bancaires estiment que les politiques dans les domaines de la réglementation sur la position des changes et des taux des réserves obligatoires sont bonnes ;
- Pour ce qui est de la politique sur la réglementation des comptes en devises, 10 banques pensent qu'elle est bonne, tandis que 8 banques jugent bonne la politique sur le niveau des bons du trésor. D'ailleurs, 3 autres banques estiment que cette politique sur le niveau des bons du trésor est très bonne.

Quant aux rapatriements des recettes d'exportations, 10 banques notent qu'ils sont restés stables, tandis qu'ils sont en baisse pour 2 autres banques. Une seule banque a enregistré une hausse de ces rapatriements durant le trimestre.

Cependant, le niveau des transferts de fonds vers l'étranger est en hausse selon l'avis de 5 banques et en hausse chez 4 banques. Ce niveau est en baisse pour 4 autres banques.

De même, les transferts des clients de l'étranger vers les banques sont en hausse au niveau de 5 banques, tandis qu'ils sont restés stables au niveau de 5 autres banques.

II-4 Activités de construction

Au troisième trimestre 2023, l'activité dans le secteur de la construction a ralenti, avec 4 entreprises sur les 10 répondants qui ont enregistré une baisse du volume des activités de construction, contre 2 seulement qui ont connu une hausse de celui-ci.

Au prochain trimestre, 7 entreprises de construction s'attendent à une stabilité du volume des activités de construction des bâtiments, contre une seule qui projette une amélioration de celles-ci.

Pour les travaux publics, cinq (5) entreprises signalent une baisse de leur volume, contre 2 autres qui estiment une stabilité de ce volume.

Toutefois, ce volume est en hausse au niveau d'une seule entreprise.

Les commandes pour les travaux de bâtiments sont restées stables au niveau de 4 entreprises au troisième trimestre 2023, contre une hausse au niveau d'une seule autres entreprises.

Trois entreprises estiment que la situation des commandes pour la construction de bâtiments est inférieure à la normale au cours de la période sous revue, contre 4 autres entreprises qui estiment que celle-ci est normale.

En perspective pour le dernier trimestre de l'année, 2 entreprises indiquent une hausse de leurs carnets de commandes pour les travaux de construction, contre 3 autres qui s'attendent à une stabilité. En matière de volume d'activités, seulement une entreprise projette une hausse du volume des travaux publics, tandis que 5 autres qui s'attendent à une baisse de celui-ci.

Pour les marchés des travaux publics, 3 entreprises projettent une baisse des commandes, contre 4 entreprises prévoient une stabilité de celles-ci. Toutefois, deux entreprises s'attendent à une hausse des commandes au prochain trimestre.

Concernant le volume d'activités, 2 entreprises s'attendent à une hausse de ce volume tandis que 4 autres projettent une stabilité de celui-ci.

Au troisième trimestre 2023, les prix (hors taxe) des marchés de construction de bâtiments et des travaux publics sont en baisse au niveau de deux entreprises et au niveau d'une seule, respectivement. Néanmoins, ces prix sont stables au niveau de sept entreprises pour les marchés de construction de bâtiments et 5 entreprises pour les marchés publics.

Au prochain trimestre, 8 entreprises n'envisagent pas de modifier leurs prix pour les marchés de construction de bâtiment, tandis cinq entreprises projettent de garder leurs prix stables au niveau du marché de construction de bâtiments.

Au troisième trimestre 2023, 7 entreprises du secteur ont connu une mauvaise trésorerie tandis que 2 autres entreprises ont enregistré une stabilité de leur trésorerie.

Durant le trimestre, 5 entreprises enquêtées pensent que le taux d'utilisation des capacités de production pour les travaux de constructions des bâtiments se situe entre 50 % et 75 %, tandis que 4 autres soulignent que ce taux est inférieur à 50 %.

Au niveau des travaux publics, seulement 2 répondants estiment que le taux se situe entre 50 % et 75 %, contre 3 autres qui jugent ce taux inférieur à 50 %.

Les facteurs qui ont limité les activités de constructions sont : l'insuffisance de la demande, les conditions climatiques défavorables, et les contraintes financières.

II-5 Activités de service

Au troisième trimestre 2023, le niveau des commandes reçues par les entreprises du secteur est resté stable au niveau de 24,1 % des répondants, contre une légère hausse au niveau de 10,3 % des répondants. Durant le trimestre, la situation des commandes est restée normale chez 41,4 % des répondants et inférieure à la normale au niveau de 20,7 %.

Au dernier trimestre 2023, 58,8 % espèrent une stabilité du niveau des commandes de leurs biens et services, tandis que 17,2 % projettent une hausse.

Durant le trimestre sous-revu, 51,7 % des répondants ont connu une stabilité des prix des ventes ou des facturations des prestations, alors que seulement 3,4 % ont connu une hausse.

Au quatrième trimestre 2023, 6,9 % des répondants projettent une hausse de ce prix, contre 51,7 % qui envisagent de maintenir une stabilité des prix.

Concernant l'évolution probable du volume global des activités du secteur au prochain trimestre, 41,4 % des répondants projettent une hausse, tandis que 10,3 % s'attendent à une baisse de ce volume.

Le délestage électrique, l'insuffisance de la demande, l'insuffisance des équipements et du matériel, et les contraintes financières sont les principaux facteurs identifiés qui entravent le développement des activités du secteur des services.

II-6 Activités industrielles

Les activités industrielles sont en hausse au niveau de 13,3 % des répondants au troisième trimestre 2023. Cette évolution est liée à la maîtrise des coûts de production et à l'augmentation de la demande des produits.

Toutefois, 40,0 % des répondants ont enregistré une stabilité de leurs activités. En raison de la baisse de la demande de leurs produits, 6,7 % des répondants dans ce secteur ont connu une baisse des activités durant la période sous-revue.

En perspective, 46,7 % des répondants projettent une hausse des activités au dernier trimestre 2023, tandis que 13,3 % s'attendent à une stabilité.

Le niveau de commandes reçues est resté stable au niveau de 26,7 % des répondants et en baisse au niveau de 20,0 %. Au prochain trimestre, 33,3 % ne prévoient pas une amélioration du niveau de commandes reçues, tandis que 13,3 % s'attendent à une hausse de celui-ci.

En perspective, 20,0 % des répondants s'attendent à une hausse du volume global de la production de tout le secteur, tandis que 53,3 % projettent une stabilité de celui-ci. Il

est à noter, tout de même, une prévision de baisse de ce volume au niveau de 13,3 % des répondants.

46,7 % des entreprises pensent que leurs capacités de production sont suffisantes, contre 20,0 % qui estiment que celles-ci sont insuffisantes. Selon l'avis de 33,3 % des répondants, le taux d'utilisation de leurs capacités de production se situe entre 50 % et 75 %, contre un taux supérieur à 75 % pour seulement 6,7 % des répondants de ce secteur.

Dans ce secteur, le délestage électrique, l'insuffisance de la demande, l'insuffisance des équipements et du matériel, et les contraintes financières sont également principaux facteurs identifiés qui entravent le développement des activités.

II-7 Activités commerciales

La situation de trésorerie est jugée stable par 66,7 % des entreprises au troisième trimestre 2023, alors qu'elle est mauvaise chez 23,8 % des répondants.

Dans le cadre de la gestion des stocks, 61,9 % des entreprises indiquent que leurs stocks sont stables. Par contre, en prévision d'une rupture dans les prochains mois, et d'une bonne perspective de ventes des produits, le niveau des stocks est en hausse au niveau de 23,8 % des entreprises enquêtées.

ANNEXES

Tableau 8 : Situation monétaire intégrée (en milliards de GNF)

	avr-23	mai-23	juin-23	juil-23	aout-23	sept-23
AVOIRS EXTERIEURS NETS	15 456,91	14 784,19	18 270,81	16 395,69	14 559,75	12 525,26
Banque Centrale (1)	8 862,69	8 100,68	11 580,51	9 647,54	8 913,60	7 161,74
(en millions de dollars)	984,20	899,58	1 286,01	1 071,35	989,85	795,31
Or	1 295,56	1 295,56	5 526,71	5 526,71	5 526,71	5 526,71
FMI	-3 307,49	-3 258,36	-3 111,25	-3 139,08	-3 083,94	-3 034,32
Position de réserve	339,56	339,56	339,56	339,56	339,56	339,56
Avoirs en DTS	1 034,21	1 026,72	805,06	836,95	801,59	793,12
Avoirs en devises (net)	9 500,85	8 697,20	8 020,43	6 083,39	5 329,68	3 536,66
Banque de Dépôts	6 594,21	6 683,51	6 690,31	6 748,15	5 646,15	5 363,52
AVOIRS INTERIEURS NETS	34 647,93	35 913,70	32 579,54	34 772,34	35 873,81	35 519,59
<i>Dont Avoirs Intérieurs Nets BCRG</i>	10 985,91	12 977,95	8 706,84	11 851,89	11 754,64	10 645,10
Crédit intérieur net	37 439,00	37 477,71	38 221,99	39 561,14	39 050,52	38 110,31
Créances sur le Secteur Public	19 525,77	19 871,14	20 305,93	21 378,39	21 365,06	20 072,20
Créances nettes sur l'Etat	18 812,93	19 313,12	19 618,49	20 795,29	20 788,88	19 525,09
BCRG (avec stock dette titrisée)	8 992,05	9 329,31	9 351,94	10 987,61	10 758,14	9 058,04
BCRG (hors recapitalisation)	4 298,51	4 635,77	4 658,40	6 294,07	6 064,60	4 364,49
Banques	9 820,88	9 983,81	10 266,55	9 807,68	10 030,74	10 467,05
Créances sur les E/ses Pub	712,84	558,02	687,44	583,09	576,17	547,11
Créances sur le Secteur Privé	17 913,23	17 606,57	17 916,06	18 182,76	17 685,46	18 038,11
. Créances compromises	1 108,54	1 106,70	1 132,93	1 127,10	1 146,61	1 125,85
dont provisions	910,94	938,70	939,55	935,13	964,00	943,39
. Créances saines	16 804,69	16 499,87	16 783,13	17 055,66	16 538,86	16 912,27
dont créances à MLT	6 400,69	6 262,98	6 248,86	6 261,65	6 154,24	6 523,13
Autres Postes nets	-2 791,07	-1 564,02	-5 642,45	-4 788,80	-3 176,71	-2 590,72
Autres Postes nets (hors recapitalisation)	1 902,47	3 129,53	-948,91	-95,26	1 516,83	2 102,83
MASSE MONETAIRE	50 104,84	50 697,89	50 850,35	51 168,03	50 433,56	48 044,85
Base Monétaire	19 848,61	21 078,64	20 287,34	21 499,43	20 668,24	17 806,84
Monnaie en circulation	12 769,54	12 618,13	13 085,46	12 530,86	12 346,80	12 147,30
Dépôts à vue gnf	20 224,50	21 050,00	20 682,97	22 049,75	21 382,28	20 810,25
Dépôts à terme gnf	5 433,31	5 395,87	5 429,62	5 358,15	5 399,59	4 895,50
Dépôts en devises	11 677,50	11 633,89	11 652,30	11 229,27	11 304,89	10 191,80

Source : BCRG / Direction des Statistiques et de la Balance des Paiements

Tableau 9 : Evolution des prix par fonction de la région de Conakry

	mars-23	avr-23	mai-23	juin-23	juil-23	aout-23	sept-23
Indice Global	145,21	147,94	148,74	148,83	150,09	149,49	149,71
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	167,85	172,40	173,10	172,77	176,26	174,20	174,51
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	135,98	136,51	137,31	139,18	139,36	139,20	139,35
Articles d'habillement et chaussures	131,88	133,18	133,30	133,56	133,58	133,36	133,32
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	162,13	173,41	177,90	180,64	181,07	181,87	182,12
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	150,80	152,55	153,70	153,51	153,56	153,62	153,43
Santé	146,91	148,24	149,42	148,33	148,51	149,47	150,42
Transports	128,15	128,19	128,27	128,25	128,28	128,36	128,37
Communication	105,16	105,10	105,16	105,25	105,25	105,07	105,12
Loisirs et culture	114,74	113,91	114,20	114,05	114,10	113,96	113,94
Enseignement	131,31	131,32	131,79	131,79	131,79	131,79	134,83
Restaurants et Hôtels	134,48	135,06	135,49	135,49	135,49	135,74	135,81
Biens et services divers	127,64	127,92	128,65	128,45	128,77	128,74	128,76

Source : Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan / INS

Tableau 10 : Structure des taux d'intérêt

	Banque Centrale				Banque de dépôts			
	Taux Directeur	Taux des Bons de Trésor			Taux moyen		Taux créditeur minimum (moyen)	
		91 jours	182 jours	364 jours	Taux débiteur maximum	Taux de base bancaire	sur les comptes d'épargne	sur les comptes à terme
Janv-22	11,50	12,33	13,11	14,5	22,25	15,12	1,10	3,65
Fev-22	11,50	12,17	12,93	14,22	22,25	15,30	1,02	3,61
Mars-22	11,50	12,06	14,13	14,5	22,25	15,25	2,53	3,46
Avril-22	11,50	12,37	13,87	14,5	22,25	15,22	2,72	3,70
Mai-22	11,5				22,25	15,34	2,72	3,30
Juin-22	11,5	9,9	10,79	12,39	22,25	15,34	2,72	3,16
Juil-22	11,5	9,026	10	11,33	22,25	15,34	2,72	4,21
Août-22	11,5	8,213	9,604	9,762	22,25	15,34	2,72	3,51
Sept-22	11,5	11,747	12,757	13,063	22,25	15,34	2,78	3,71
Oct-22	11,5	12,813	13,205	13560	22,25	15,34	2,78	4,16
Nov-22	11,5	13,188	13,500	14,222	22,25	15,34	2,78	3,51
Déc-22	11,5	13,256	13,457	14,483	22,25	15,46	2,78	3,93
Janv-23	11,5	13,256	13,457	14,483	22,25	15,46	2,82	4,05
Fev-23	11,5	12,786	13,137	13,211	22,25	15,15	2,81	3,70
Mars-23	11,5	10,924	11,159	12,752	22,25	15,15	2,81	3,60
Avril-23	11,5	10,000	10,313	11,458	22,25	15,15	2,81	3,50
Mai-23	11,5	10,000	11,063	12,060	22,25	15,15	2,78	3,95
Juin-23	11,5	9,613	11,304	10,500	22,25	15,15	2,81	3,17
juil-23	11,5		11,969	12,638	22,25	15,15	2,78	3,30
aout-23	11,5		11,886	12,890	22,25	15,15	2,75	3,22
sept-23	11,5		12,626	13,236	22,25	15,03	2,78	3,39

Source : BCRG / Direction de la Politique Monétaire et du Crédit

Tableau 11 : Evolution du taux de change officiel et parallèle du franc guinéen (fin de période)

		Marché officiel			Marché parallèle	
		DTS	USD	Euro	USD	Euro
2021	Janvier	14 473,1418	10 060,17	12 163,75	10 001,67	12 179,17
	Février	14 616,9422	10 103,98	12 352,11	10 021,67	12 100,00
	Mars	14 109,3322	9 957,97	11 691,66	9 997,50	11 859,17
	Avril	14 179,5254	9 862,36	11 962,36	9 900,00	11 859,17
	Mai	14 084,0460	9 748,99	11 891,82	9 814,17	11 925,00
	Juin	13 939,7305	9 769,98	11 614,56	9 831,67	11 735,00
	Juillet	13 848,9163	9 701,57	11 518,67	9 766,67	11 550,00
	Août	13 856,6682	9 740,35	11 494,59	9 816,67	11 550,00
	Septembre	13 718,1328	9 704,80	11 309,97	9 766,67	11 450,00
	Octobre	13 517,3689	9 563,07	11 086,46	9 600,00	11 000,00
	Novembre	13 040,8513	9 327,95	10 518,20	9 425,00	10 500,00
	Décembre	12 756,0806	9 114,13	10 308,09	9 000,00	
2022	Janvier	12 529,2274	9 009,10	10 034,35	9 100,00	10 150,00
	Février	12 391,8936	8 887,92	9 968,70	8 850,00	9 950,00
	Mars	12 174,7168	8 801,30	9 792,32	8 850,00	9 749,17
	Avril	11 639,0726	8 686,27	9 107,56	8 683,33	9 300,00
	Mai	11 643,3869	8 630,1948	9 253,2906	8 683,3333	9 300,0000
	Juin	11 522,9741	8 645,1459	9 092,0990	8 686,3333	9 300,0000
	Juillet	11 334,0826	8 606,5243	8 711,5232	8 675,0000	8 850,0000
	Août	11 207,8082	8 593,5421	8 622,7609	8 675,0000	8 850,0000
	Septembre	10 976,6390	8 603,1823	8 350,2476	8 675,0000	8 850,0000
	octobre	10 990,5216	8 550,1532	8 508,2573	8 633,3333	8 458,3333
	Novembre	11 257,1348	8 565,4413	8 878,9412	8 691,6667	8 858,3333
	Décembre	11 383,0810	8 553,2812	9 085,2923	8 691,6667	8 858,3333
2023	Janvier	11 537,2569	8 535,3780	9 306,1244	8 700,0000	9 200,0000
	Février	11 313,4201	8 530,1151	9 002,6880	8 700,0000	9 200,0000
	Mars	11 443,3160	8 503,6311	9 257,0476	8 650,0000	9 200,0000
	Avril	11 495,4436	8 508,2146	9 394,7662	8 648,6550	9 300,0000
	Mai	11 325,7617	8 509,9961	9 143,1402	8 620,0000	9 300,0000
	Juin	11 353,7461	8 511,8240	9 310,2308	8 628,0000	9 300,0000
	Juillet	11 443,9051	8 520,8342	9 381,4388	8 576,0000	9 400,1811
	Août	11 282,9892	8 482,5287	9 234,0773	8 650,0000	9 441,6667
	Septembre	11 129,4867	8 487,2130	8 944,6683	8 602,5000	9 166,6667

Source : BCRG/ Direction des Opérations de Changes

Tableau 12 : Balance des paiements de la Guinée (en millions USD)

Libellé poste	3ème T 2022	4ème T 2022	1er T 2023	2ème T 2023	3ème T 2023
A. Compte des transactions courantes n.i.a	351,57	897,14	896,72	312,91	-122,31
Crédit	1 955,51	2 418,08	2 414,46	2 766,18	2587,25
Débit	1 603,94	1 520,94	1 517,74	2 453,28	2709,56
1. Balance commerciale	479,62	1 023,45	992,38	1 389,40	1 171,49
Crédit	1 753,34	2 234,16	2 181,95	2 552,82	2 387,21
Débit	1 273,72	1 210,71	1 189,57	1 163,43	1 215,72
2. Balance des services	-180,44	-191,92	-203,76	-674,76	-793,17
Crédit	45,90	45,17	23,84	43,75	37,84
Débit	226,34	237,09	227,61	718,51	831,01
3. Revenus primaires	-64,59	-29,99	-45,68	-523,99	-620,73
Crédit	6,33	11,77	35,55	13,44	6,59
Débit	70,92	41,75	81,23	537,43	627,32
4. Revenus secondaires	116,98	95,59	153,78	122,27	120,11
Crédit	149,94	126,98	173,11	156,17	155,61
Débit	32,97	31,39	19,33	33,91	35,51
B. Compte de capital n.i.a	16,11	14,00	34,01	106,89	50,00
Crédit	18,00	17,96	36,26	108,43	53,00
Débit	1,89	3,97	2,24	1,54	3,00
C. Capacité (+) ou besoin (-) de financement	367,68	911,13	930,73	419,80	-72,31
D. Compte financier n.i.a	367,64	626,01	1 200,56	708,76	288,39
1. Investissement direct n.i.a	-160,27	-203,63	-254,70	-191,87	-264,67
2. Investissement de portefeuille n.i.a	59,49	9,48	-49,79	-20,74	-10,35
3. Drivés financiers n.i.a	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4. Autres investissements n.i.a	556,47	820,15	1 505,06	921,38	563,41
E. Erreurs et omissions nettes	-0,04	0,11	0,88	-0,10	-3,40
F. Solde global à financer	-22,18	285,23	-268,95	-289,07	-364,10
G. Financement du solde global	-22,18	285,23	-268,95	-289,06	-364,10
Avoirs de réserve	-88,05	133,68	-276,63	-353,20	-429,61
Crédits et prêts du FMI	-16,11	0,00	-19,80	0,00	0,00
Financement exceptionnel	81,98	151,55	27,48	64,14	65,51
Tirages sur nouveaux emprunts	81,98	151,55	27,48	64,14	65,51
Remises de dettes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rééchelonnement de dettes existantes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rééchelonnement d'arriérés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Source : BCRG/ DSBP